

# **Tunisie : déclaration d'Hamma Hammami à l'occasion du troisième anniversaire de la fondation du Front populaire**

lundi 12 octobre 2015, par [HAMMAMI Hamma](#) (Date de rédaction antérieure : 7 octobre 2015).

## **Le Front populaire, le garant du sauvetage de la Tunisie et de la réalisation des objectifs de la révolution.**

Le Front populaire commémore aujourd'hui, 7 octobre 2015, le troisième anniversaire de sa fondation. Ces trois années d'existence ont été pleines de luttes et de sacrifices, aux côtés du peuple tunisien et des forces démocratiques et progressistes, pour résister aux plans des forces réactionnaires, qu'elles soient de l'intérieur ou de l'extérieur du pays. Celles-ci visaient à contourner le processus révolutionnaire et démolir ses acquis, et faire revenir la Tunisie à la case de la tyrannie, de la corruption et de la dépendance.

Le Front populaire a contribué de manière effective à sauver le pays de la gouvernance de la troïka (1), qui a conduit le pays au bord de l'abîme. Il a simultanément contribué à imposer une Constitution démocratique (2) qui garantit aux Tunisiens et aux Tunisiennes leurs libertés et leurs droits fondamentaux.

Cela a coûté au Front populaire le martyr de deux dirigeants emblématiques, Chokri Belaïd (3) et Haj Mohamed Brahmi (4), qui ont été frappés par les mains du terrorisme noir, dans le cadre d'un plan visant à démanteler l'Etat et à déchirer l'unité du peuple et du pays. Ce terrorisme noir voulait imposer le dictat des gangs terroristes takfiris, (5) soutenus dans la région et au niveau international par les milieux ultraréactionnaires arabes et les puissances néo-coloniales.

Le Front populaire a également subi le martyr de deux de ses meilleurs militants à Gafsa et à Kasserine, les martyrs Mohamed Bel Mufti (6) et Majdi Ajlani. (7)

Cependant, en dépit des acquis réalisés dans le processus révolutionnaire, le pays n'est pas encore sorti du tunnel. Il se retrouve depuis les dernières élections législatives et présidentielles (de fin 2014) sous le pouvoir d'une coalition droite réactionnaire, basée essentiellement sur l'alliance Nidaa - Ennahda. Sa mission est de contourner complètement la révolution et de reproduire un régime autoritaire garantissant les intérêts des minorités locales réactionnaires et de nombreuses forces régionales et internationales. Ces forces extérieures s'immiscent ouvertement dans les affaires nationales et font supporter aux masses laborieuses la facture d'une crise économique qu'elles n'ont pas causée.

Ceci est d'autant plus clair au regard de l'empressement du gouvernement de contournement de la révolution à faire passer des orientations économiques impopulaires. Celles-ci aggravent la dépendance et la soumission aux milieux financiers mondiaux prédateurs, l'expansion de la pauvreté, la marginalisation et les inégalités entre les groupes sociaux, et perpétuent le système de corruption.

En voici quelques exemples :

\* le dernier budget complémentaire,

\* le projet de document d'orientation pour les cinq prochaines années,

- \* le projet de loi sur la « réconciliation » économique et financière, qui vise à blanchir la corruption et miner la justice transitionnelle,
- \* le projet de loi de partenariat entre les secteurs public et privé, qui vise à favoriser le démantèlement et la liquidation du secteur public,
- \* l'extension de l'âge de la retraite à 65 ans, pour faire supporter aux salariés la crise des fonds de sécurité sociale...

Dans le cadre de cette orientation socio-économique, et pour protéger ses propres intérêts, la coalition au pouvoir :

- \* fait revenir plusieurs symboles de l'ancien régime à l'activité dans un certain nombre d'institutions ;
- \* tarde à instaurer de nouvelles institutions de l'Etat en conformité avec la nouvelle Constitution ;
- \* traîne à réformer les systèmes judiciaire, sécuritaire et administratif ;
- \* tarde à régler le dossier des martyrs et blessés de la révolution,
- \* tergiverse sur la divulgation de la vérité sur l'assassinat des symboles du Front populaire, les martyrs Chokri Belaïd et Haj Mohamed Brahmi ;
- \* entrave la tenue du Congrès national pour la lutte contre le terrorisme afin de brouiller les faits qui entourent l'évolution de ce phénomène dans notre pays et la responsabilité en ce domaine du Mouvement Ennahda ;
- \* adopte un système de quotas dans les nominations au sein de l'administration et des institutions, sans prendre en compte le principe de qualification ;
- \* prend des mesures et des positions qui portent atteinte à la souveraineté nationale et à l'indépendance de la décision nationale (traité de partenariat avec les Etats-Unis, adhésion subite à la « coalition internationale contre le terrorisme »...)

Tout cela se passe dans un environnement marqué par :

- \* une recrudescence de la criminalisation des luttes sociales,
  - \* le harcèlement des travailleurs et de leur organisation syndicale, l'Union générale tunisienne du travail (UGTT),
  - \* le lancement de campagnes effrénées contre le Front populaire et les forces civiles, démocratiques et progressistes dans une tentative de les exclure, de les marginaliser pour mieux s'en prendre au peuple, aux masses laborieuses, aux pauvres, aux régions défavorisées et marginalisées.
- Simultanément, les tensions et les problèmes se sont exacerbés surtout par l'amplification du rôle destructeur des mafias financières et des médias. Des mafias qui cherchent par tous les moyens malveillants et ignobles à empoisonner l'atmosphère générale dans le pays en diffusant des rumeurs et en semant la peur et le doute. Leur but est d'anéantir ainsi la stabilité afin de ne pas avoir à rendre des comptes et d'échapper à toutes poursuites.

Le Front populaire a assumé sa responsabilité dans des circonstances difficiles. Il s'est toujours adressé au peuple avec un discours de franchise et de vérité. Il a fait face à tous les complots et à toutes les manœuvres qui se tramaient contre lui. Le Front populaire saisit aujourd'hui l'occasion du troisième anniversaire de sa fondation pour :

- Saluer toutes les militantes et tous les militants ainsi que ses amis, pour leurs efforts et sacrifices visant à préserver le Front populaire, permettre son élargissement et consolider son influence. Il les invite à consentir plus d'efforts et à serrer les rangs pour garantir la réussite de sa troisième conférence nationale afin qu'elle soit à la hauteur des grandes tâches qu'imposent les conditions dangereuses que traversent notre pays et la région dans son ensemble ;
- Réitérer sa détermination à continuer dans la voie tracée par ses martyrs et les martyrs de la nation en général, la voie de la lutte par les moyens civils pacifiques garantis par la Constitution. Une voie destinée à faire face au processus de contournement, et créer les conditions favorables à la

réalisation des objectifs de la révolution que résume le slogan : « Travail - Liberté - Dignité nationale », permettant à notre pays de sortir de la crise et à notre peuple de satisfaire ses revendications et ses aspirations ;

- Inviter toutes les forces vives du peuple à se regrouper autour du Front populaire, qui représente une véritable alternative à la coalition de droite au pouvoir. Les faits ont en effet montré que cette coalition est, comme l'alliance de la troïka, incapable de répondre aux attentes du peuple tunisien, ni de garantir l'indépendance de la Tunisie et sa souveraineté.
- Inviter toutes les forces démocratiques et progressistes tunisiennes, politiques et civiles, concernées par le sauvetage de la Tunisie et la protection de ses acquis, ainsi que par la réalisation des revendications de son peuple en matière de liberté, d'égalité, de démocratie et de justice sociale, à unir leurs rangs, comme l'impose la gravité de la conjoncture.
- Rétérer son attachement à développer le travail commun avec toutes les forces nationales démocratiques et progressistes dans le monde arabe afin de faire face aux plans coloniaux, sionistes, réactionnaires, qui le ciblent et œuvrent à le déchirer davantage sur des bases sectaires, confessionnelles et tribales, ainsi qu'à enterrer la cause du peuple palestinien qui subit aujourd'hui une attaque sioniste sauvage atroce visant à confisquer la terre palestinienne, et en particulier la mosquée Al-Qods.

Gloire et éternité aux martyrs !

Vive le Front populaire

Le porte-parole  
Hamma Hammami  
Tunis, le 7 octobre 2015

---

Notes :

1. On appelle en Tunisie « troïka » la coalition ayant exercé le pouvoir entre décembre 2011 et janvier 2014. Elle était dirigée par le parti islamiste Ennahdha. Celui-ci s'était entouré du CPR de Moncef Marzouki (à qui avait été attribué la Présidence de la République), et de la section tunisienne de l'Internationale socialiste (Ettakatol) dont le président avait obtenu la présidence de l'Assemblée.

2. La nouvelle Constitution a été promulguée en janvier 2014. Suite à d'intenses mobilisations, en ont été exclus les reculs que comptaient y inscrire initialement les islamistes, comme par exemple la référence à la charia ou l'infériorisation des femmes. Malgré ses limites, cette Constitution inclut quelques avancées, comme par exemple la liberté de conscience et la condamnation pénale du takfir (accusation d'avoir renié l'Islam pouvant servir à justifier la mise à mort).

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article31234>

3. L'avocat Chokri Belaïd était un des principaux dirigeants du PPDU (Parti des Patriotes-démocrates unifiés) ainsi que du Front Populaire. Il a été assassiné le 6 février 2013.

4. Mohamed Brahmi était un des principaux responsables du parti nationaliste nassérien de gauche Courant populaire ainsi que du Front populaire.

5. Le Takfir est une accusation d'avoir renié l'Islam pouvant servir à justifier la mise à mort.
6. Mohamed Bel Mufti était ingénieur à Tunisie Telecom et militant du Front populaire. Il a été assassiné à Gafsa par un policier lors des manifestations ayant suivi l'assassinat de Mohamed Brahmi.
7. Majdi Ajlani était militant du PPDU (Parti des Patriotes démocrates unifié (PPDU) et du Front populaire. Il est décédé suite à un tir de balles de caoutchouc par la police, le 8 janvier 2014 à Feriana (Kasserine), lors d'une manifestation contre la loi des finances de 2014 et la marginalisation de cette région du centre-ouest de la Tunisie.
8. Concernant le projet de blanchiment des corrompus de l'ère Ben Ali, voir notamment :
- \* sur la place de cette mobilisation dans la situation politique  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36020>
  - \* sur les mobilisations avant le 8 septembre  
<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article35989>
  - \* sur les mobilisations entre le 8 et le 21 septembre (dont les manifestations du 12), <http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article36012>
- 

## **P.-S.**

- \* Traduction de l'arabe (non relue par l'auteur) de Rafik Khalfaoui. Notes de Dominique Lerouge.